

## L'austérité au temps de l'abondance

Julia Posca

Numéro 306, hiver 2015

Faire moins avec moins. Pourquoi nous acceptons l'austérité

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/72762ac>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Collectif Liberté

ISSN

0024-2020 (imprimé)

1923-0915 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Posca, J. (2015). L'austérité au temps de l'abondance. *Liberté*, (306), 21–22.

# L'austérité au temps de l'abondance

De l'argent, il y en a. Mais pas pour tout le monde.

**Julia Posca**

**À** QUELQUES jets de pierre du Colisée Pepsi, demeure des feus Nordiques de Québec, les ouvriers s'affairent sur le chantier du nouvel amphithéâtre de la ville. L'ouverture officielle de cet ouvrage de quatre cents millions de dollars est prévue pour le mois de septembre 2015. En attendant l'heureuse date, les fans de hockey de la Capitale-Nationale rêvent d'attirer à nouveau une équipe de la LNH grâce à cet aréna financé à même les fonds publics provinciaux et municipaux.

À la mi-juillet, alors que des journalistes déambulaient dans le nouveau bâtiment du quartier de Limoilou pour constater l'avancement des travaux, des syndiqués du csss de Laval faisaient aller leurs pancartes en espérant interpellier le ministre de la Santé et sensibiliser l'opinion publique aux conséquences qu'auront assurément pour la population les coupes de l'ordre de douze millions de dollars annoncées par le gouvernement libéral. Aucune réduction du personnel-cadre n'est à l'ordre du jour, mais on sait d'ores et déjà que des postes d'infirmières auxiliaires de nuit seront supprimés et que le nombre d'heures supplémentaires sera revu à la baisse.

Bienvenue dans le règne de l'austérité à l'ère du gaspillage de masse. Toutes les dépenses sont permises, pourvu qu'il ne soit pas question de nous faire croire à nous, les petites gens, que la raison d'être du gouvernement est de répondre aux besoins de ses soi-disant commettants. Avant de me traiter

de rabat-joie, sachez que mon intention n'est nullement de m'en prendre à notre illustre sport national. Je dirais plutôt ceci : l'État néolibéral n'est pas un État minceur, qui dépense prudemment comme seul un bon père de famille pourrait le faire. L'État néolibéral est plutôt celui qui donnait en 2011 à une compagnie représentée par un ancien conseiller politique du premier ministre de l'époque un contrat de deux cent quarante millions de dollars pour installer quarante mille indispensables tableaux blancs interactifs dans les écoles primaires et secondaires de la province. Pendant ce temps à Montréal, des élèves étaient chassés de leur école de quartier par de vilaines moisissures ayant élu domicile dans les murs de leur établissement. La situation dure depuis plus de deux ans, mais la Commission scolaire de Montréal, responsable des bâtiments infectés, a elle aussi dû mettre le cap sur l'équilibre budgétaire. Bref, tout porte à croire qu'une solution est à portée de main dans ce dossier.

Nous pourrions nous consoler en pensant que la corruption d'hommes et de femmes avides de pouvoir est la grande responsable de ces situations déplorables, puis conclure que le problème sera bientôt chose du passé. Tony Tomassi, Gilles Vaillancourt, Michael Applebaum, toutes ces « pommes pourries » n'ont-elles pas été remplacées par une nouvelle race de politiciens parfaitement transparents et imperméables au trafic d'influence? À preuve, François Legault n'a eu aucun mal à avouer,

lors de la dernière campagne électorale provinciale, qu'il était assis sur près de dix millions d'actifs financiers. Que dire devant autant d'honnêteté?

Il serait aussi tentant de se reconforter en pensant qu'au fond, il s'agit de mesures exceptionnelles justifiées par un contexte de crise économique prolongée. La réduction des services à la population est nécessaire, car il faut bien, comme le dit notre banquier de ministre des Finances, « s'ajuster à la réalité »; les subventions au secteur privé, les allègements fiscaux, les crédits d'impôt, même la dilapidation de fonds publics pour financer des projets dont on ne saisit pas toujours la pertinence, tout cela est indispensable, car sinon, comment stimuler la croissance? C'est pour cette raison qu'en 2012, les conservateurs de Stephen Harper n'ont eu d'autre choix que de limiter l'accès à l'assurance-emploi, un programme conçu pour venir en aide aux travailleurs temporairement et involontairement privés de salaire. Voilà aussi sûrement ce qui les a obligés à fournir au secteur bancaire canadien, selon une étude du CCPA effectuée par David Macdonald (*The Big Banks' Big Secret*, avril 2012), une aide ponctuelle d'au moins cent quatorze milliards de dollars. Sinon, comment les grandes banques du pays auraient-elles pu enregistrer des profits de l'ordre de vingt-sept milliards de dollars entre le quatrième trimestre de 2008 et le deuxième trimestre de 2011, alors que sévissait la pire crise économique depuis les années 1930?

**N**I CORRUPTION, ni exception, l'austérité est depuis plus de vingt ans une doctrine structurante de l'action des gouvernements québécois et canadien. Cela dit, il y a derrière l'enjeu du contrôle de la dette quelque chose de plus que la simple réduction du train des dépenses de l'État. L'austérité, comme la reine d'Angleterre, « c'est juste symbolique ». Mais ne sous-estimons pas l'importance des symboles. Les informations qu'ils véhiculent ne sont jamais dénuées de sens. En ce qui a trait à l'austérité, le message varie en fonction du destinataire. Il s'agit d'abord d'une manière de dire au citoyen ordinaire, mieux connu de nos jours sous le nom de *contribuable* : « Débrouille-toi ! » Il est fini le temps où les gouvernants prenaient la main de vos enfants pour les amener à l'école du quartier. Fini le temps où l'État vous apportait un verre de lait chaud au lit pour apaiser votre vilaine toux. Révolue aussi l'époque où le bon gouvernement offrait une nouvelle hanche à votre belle-mère pour réparer le passage des années et de l'arthrose dans sa jambe boiteuse. Quand les temps sont durs, tout le monde est prié de faire sa juste part et chacun doit être responsable de sa progéniture, de sa gorge et des articulations de ses aïeux.

Mais « austérité », c'est aussi le nom de code qu'utilisent les politiciens responsables pour envoyer à la communauté des affaires un message clair : « ici, soyez-en certains, les investisseurs sont les bienvenus », « ici, on augmente les tarifs d'électricité pour monsieur et madame Tout-le-monde, parce qu'on ne peut pas dépenser au-dessus de nos moyens, mais on la vend au rabais à l'Alcoa, parce que c'est bon pour les *vraies affaires* », « ici, ne vous inquiétez pas, on ne perd plus notre temps avec les enfants, les malades et les vieux. »

N'en déplaise aux adversaires du « gouvernementaman » – une expression non consacrée tout droit sortie de l'imagination fertile de Joanne Marcotte, militante au sein du Réseau Liberté-Québec –, le modèle québécois contraste nettement avec leur fantasme d'un État avant les citoyens de services gratuits rendus, de surcroît, par des fonctionnaires grassement payés et tellement blindés qu'il faut une raison pour les mettre à la porte (scandale!). Au contraire, le gouvernement cherche à couper le cordon entre lui-même et les citoyens. Il

aimerait pouvoir réduire autant que possible l'impôt des contribuables, une manière comptable de dire que l'État social doit devenir une relique du passé. Idéalement, il se contenterait d'être un fournisseur de services parmi d'autres pour une masse de consommateurs soucieux d'investir tantôt dans leur santé, tantôt dans leur formation professionnelle. Quand l'austérité devient la solution à la présumée faillite qui guette la province, cette « menace » qui « enchaîne notre liberté », selon le jugement proportionné du bon docteur Couillard, le citoyen-consommateur qui en veut pour son argent

*Si ceux qui prêchent en faveur du déficit zéro revêtaient l'aube et l'étole, on croirait avoir affaire à des fanatiques.*

apprend pour sa part à modérer ses attentes envers l'État, et pousse un soupir de soulagement chaque fois que Moody's et Standard & Poor's confirment la cote de crédit du Québec. Le poids de la dette par rapport au PIB québécois est pourtant en baisse depuis vingt ans. D'après les chiffres colligés par l'économiste Pierre Fortin, ce ratio est passé de 60 à 50% entre 1997 et 2008, avant de remonter à 54% au début de 2014 à cause de la crise financière de 2008 et de ses conséquences sur l'économie mondiale. Il faut croire que les mythes ont la vie dure.

Jean-François Lisée soutient qu'en 1996, Lucien Bouchard jugeait préférable d'atteindre l'équilibre budgétaire avant d'organiser un troisième référendum sur la question de l'indépendance de la province. Loin de constituer une lubie personnelle, cette nouvelle profession de foi était au contraire en phase avec la conversion de l'élite québécoise

à la religion du grand capital, complétée avec succès à la suite de la défaite référendaire de 1995, comme l'expliquait François L'Italien dans le numéro de février 2014 de *L'Action nationale*. Depuis, cette élite « ne souhaite pas tant [...] abolir [les institutions de la société québécoise] que les réorienter en fonction de ses fins et ses intérêts propres », ce qui, pour résumer, signifie de mettre l'État au service de la croissance des profits privés.

Ainsi, à travers sa passion pour l'ascèse, la classe politique québécoise cache bien mal le fait qu'elle se soit tournée vers un nouveau gourou, une nébuleuse appelée « finance » et qui parle principalement à travers la voie diffuse des marchés et celle plus distinctive des agences de notation. La dévotion de la classe politique envers les acteurs financiers est telle que si ceux qui prêchent en faveur du déficit zéro revêtaient l'aube et l'étole, on croirait avoir affaire à des fanatiques; comme ils arborent généralement le complet-cravate, ils ont réussi à nous convaincre que leur attitude relevait de la plus grande lucidité.

Ce n'est qu'au prix de sa souveraineté qu'une communauté politique peut satisfaire ces entreprises formellement spécialisées dans l'évaluation financière mais officieusement douées pour dicter à des gouvernements que l'on se plaît encore à qualifier de « démocratiques » l'orientation à donner à leur politique budgétaire. Nos représentants ont choisi leur camp et répètent ad nauseam qu'ils ne jurent que par le contrôle des dépenses publiques. Ce faisant, on ne semble plus s'émouvoir à l'idée que l'État est, par ailleurs, toujours prêt à délier les cordons de la bourse lorsque de grandes corporations à la recherche d'un « environnement d'affaires favorable » viennent cogner à sa porte – un euphémisme concocté à l'ombre d'une école de commerce pour désigner ce qu'on devrait peut-être ranger sous le vocable de juridiction de complaisance. Or, aussi longtemps que la majorité silencieuse sera terrorisée par la question de l'équilibre entre les dépenses et les revenus, elle risquera moins de se préoccuper de savoir pour *quoi* on dépense et de *quelle manière* on garnit le trésor public. Pour l'heure, le lieu du pouvoir s'est déplacé et nous regardons le souverain partir au large au lieu de prendre d'assaut le bateau. **L**

**Julia Posca** est doctorante en sociologie à l'UQAM et chercheuse à l'Institut de recherche et d'informations socio-économiques (IRIS).